La crise n'est pas économique : elle est idéologique

07/11/2011 à 8h00

La crise qui traverse aujourd'hui le monde dans son ensemble ne peut décemment plus être nommée "*crise financière*" : cela va beaucoup plus loin. C'est une crise systémique, c'est à dire une crise qui remet en cause le système tout entier, à savoir le capitalisme. Car le capitalisme n'est pas un système permanent ou universel, mais une idéologie. C'est le fait de croire que la somme des intérêts individuels favorise l'intérêt général. Ce qui est faux : les chiffres le montrent, et les faits le prouvent.

Ce mensonge, ou si l'on préfère cette illusion dont nous avons été victimes, est en train de laisser place à une prise de conscience populaire réaliste : on voit bien que cela ne marche pas. Et c'est pourquoi tous les économistes du monde ne pourront rien y changer. Et c'est pourquoi il est totalement vain d'espérer retrouver qui la croissance, qui l'emploi, qui la rentabilité : le capitalisme a fini par tomber le masque, et se met à montrer au grand jour les effets de son a-moralité. J'ai déjà tenté d'expliquer (dès avril 2010) à quel point la situation économique actuelle est inextricable, car tout le monde commence à comprendre qu'en économie, donner à l'un signifie prendre à un autre.

> ***Les citoyens ne font plus confiance à ce système, pas plus qu'à leurs agents ; et ils ont bien raison. Car en économie, les deux camps qui s'affrontent actuellement ne jouent la partie que sur un terrain capitaliste, et c'est n'est qu'à l'intérieur de ce système que s'opposent les deux visions qu'on nous propose aujourd'hui, à savoir le protectionnisme ou le libre-échange. Tandis que le réel donne à voir les limites non pas de l'une ou de l'autre de ces deux options, mais du système lui-même.***

De là un décalage croissant entre ce que veulent les peuples et ce que proposent les dirigeants : car d'une manière ou d'une autre, le capitalisme ne peut satisfaire à l'intérêt général.

Que ce soit dans un cadre de libre-échange (à l'intérieur duquel les BRICs et les pays "émergents" seront les vainqueurs au détriment des pays dits "développés"), ou dans celui du protectionnisme (à l'intérieur duquel les puissances "historiques" imposeront leur vision d'une nouvelle gouvernance mondiale : un Empire européen allié avec les États-Unis, soumis au FMI et peut-être à sa future monnaie – le bancor – capable de contrer la montée en puissance des "émergents"). Mais de quelque côté qu'on le prenne, ce système favorisera toujours les uns au détriment des autres, et c'est CELA que les peuples ne supportent plus.

La question qui se pose désormais à tous, et à laquelle le nouvel "Empire européen" ne doit pas répondre seul, est donc bien celle-là : vaut-il mieux subir le capitalisme ou en sortir ? Avec comme corollaire la question suivante : après le capitalisme il y a quoi ?

Et les réponses à cette question ne sont pas d'ordre économique, mais philosophique. C'est une idéologie qu'il nous reste à construire, avec d'autres questions concernant la vie en société des êtres humains : l'argent est-il nécessaire, qu'est-ce que la démocratie, quels sont les véritables besoins des hommes, etc…?

Pendant ce temps nos gouvernants, perdus entre le retournement du capitalisme et leurs désirs de conserver le pouvoir, tentent par tous les moyens d'échapper à cette question cruciale pour l'avenir de l'humanité. Préférant l'injustice d'un système qu'ils connaissent à la mise en place d'une véritable réflexion collective sur les meilleurs moyens de favoriser l'intérêt général, ils s'imaginent pouvoir faire

cesser la montée en puissance des États émergents en imposant à leurs peuples une cure d'austérité inacceptable, et en refermant les frontières autour de ce nouvel Empire qui n'aura plus rien de démocratique.

Prétextant la crise et le besoin de "protection" que les peuples fragilisés désirent bien naturellement, ils profiteront de la naïveté de ces derniers pour mettre en place une sorte de "*contre-retournement*" qu'ils croient en mesure de sauver leur statut, à travers un retour "discret" au protectionnisme, pour croient-ils reprendre l'avantage.

Mais tous se trompent également, et tous les économistes du monde ne sauront régler le problème ainsi. Car le protectionnisme est en réalité une autre forme de conquête (par la force), et rien n'indique que les pays aujourd'hui puissants soient encore les plus forts demain.

Et c'est à ce point que nous devons relier le référendum avorté en Grèce à notre réflexion : en sortant de la zone euro et en refusant de rembourser la dette, peut-être s'apercevrait-on enfin qu'un pays peut tourner sans l'Europe, et que ce ne sont pas les peuples qui ont besoin des dirigeants pour les sauver de la misère, mais nos dirigeants qui ont besoin des peuples pour sauver "leur" Europe (comme le prouve l'attachement constant du couple franco-allemand à aider la Grèce "*malgré elle*"), et avec elle leur domination.

Une chose est sûre cependant, c'est que les peuples ne gagneront ni à l'une ni à l'autre des deux options économiques. Le niveau de la dette, les cours de la bourse ou la note des agences n'intéressent pas les peuples, car il y aura toujours des maisons à construire, des champs à cultiver, des hôpitaux et des écoles, des routes et des ponts…

Les peuples, eux, n'ont besoin pas besoin des économistes et de tous leurs calculs, mais d'une nouvelle idéologie capable de les faire tous vivre décemment, sans préjuger du lieu où

ils sont nés, ni de leurs ascendances sociales. Vivre sans la misère, c’est tout ce que demandent les hommes. Ce que le capitalisme est incapable de leur apporter.

Les pensées doubles de Caleb